

Procès-Verbal du Comité syndical Autolib Velib' (socle commun)

Séance du 7 novembre 2018

Le sept novembre deux mille dix-huit, à 14 heures 30, le Comité syndical, dûment convoqué le 30 octobre 2018, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12^e arrondissement de Paris, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice :	109
Nombre de délégués présents ou représentés :	67 dont 15 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), Mme Perrine Precetti (Antony), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Bruno Tuder (Bagneux), M. Arnaud Gibert (Bezons), Mme Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine), M. Samuel Besnard (Cachan), M. Jackie Boulay (Châtillon), M. Serge Kehyayan (Clamart), Mme Alice Le Moal (Clichy-la-Garenne), M. Bernard Accart (Courbevoie), M. Xavier Caron (Enghien-les-Bains), M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), M. Jacques Godard (Le Bourget), M. Philippe Brillault (Le Chesnay), M. Benoit Blot (Le Plessis-Robinson), M. Christophe Paquis (Les Lilas), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), M. Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), M. Rodéric Aarsse (Malakoff), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance), M. Éric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Bernard Girault (Noisy-le-Sec), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison), M. Raymond Charresson (Rungis), M. Alain Guetrot (Saint-Maurice), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), M. Hervé Fleury (Versailles), M. Mahrouf Bounegta (Villejuif), M. Christophe Boissiere (Vincennes), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), M. Alain Schumacher (Grand-Paris-Grand-Est), M. Gauthier Mougin (Grand Paris Seine Ouest), M. Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest), M. Yann Wehring (Région Île-de-France) ;

Titulaires partis en cours de séance ayant donné pouvoir :

15h30 : M. Serge Kehyayan (Clamart) donne pouvoir à Monique Bouteille,

16h15 : M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses) donne pouvoir à Anne-Laure Lebreton

16h30 : M. Christophe Najdovski (Paris) à Mme Catherine Baratti-Elbaz ;

Titulaires partis en cours de séance sans donner pouvoir :

M. Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois), M. Arnold Voillemin (Livry-Gargan), M. Samuel Besnard (Cachan), M. Xavier Caron (Enghien-les-Bains), M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine).

Suppléants avec voix délibératives :

M. Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois), M. Hervé Leuci (Bobigny), M. Marc Feugere (Châtenay-Malabry), Mme Anna Angeli (Le-Pré-Saint-Gervais), Mme Anne-Laure Lebreton (Puteaux), Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé), Mme Florence de Pampelonne (GPSO), M. Jean-Pierre Barnaud (MGP).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine) à Mme Sophie Deschiens, M. Yves Fuchs (Champigny-sur-Marne) à M. Christophe Bernier, M. Hervé Hemonet (Colombes) à Mme Geneviève Gaillabaud, M. Bruno Helin (Créteil) à M. Samuel Besnard, , Mme Isabelle Debré (Département des Hauts-de-Seine) à M. Jackie Boulay M. Jean-Luc Millard (Drancy) à M. Jean-Paul Mordefroid, M. Stéphane Prat (Ivry-sur-seine) à M. Jean-Marc Bourjac, M. Boutaïeb Kaddani (Joinville-le-Pont) à Mme Marie-France Parrain, Mme Catherine Pilon (Montreuil) à M. Philippe Lebeau, M. Jean-Paul Fauconnet (Rosny-sous-Bois) à M. Philippe Ribatto, M. Alain Bortolameolli (Villeneuve-la-Garenne) à Mme Alice Le Moal, M. Hervé Lièvre (Grand Paris Seine Ouest) à Mme Florence de Pampelonne, M. Jean-Marc Szmargd (GPSO) donne pouvoir à M. Bernard Roche, Mme Aline de Marcillac (GPSO) à M. Gauthier Mougin, M. Daniel Guiraud (MGP) donne pouvoir à M. Christophe Najdovski.

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, Florent Texier, Directeur des finances, Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, et Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Vélib'**) de la séance du 21 septembre 2018
2. Délibérations :
 - Convention définissant les conditions financières relatives au reversement par la ville de Paris au SMAVM des abonnements Velib' souscrits en 2017 et se poursuivant en 2018
 - Retrait de la commune de Viroflay
 - Modification des statuts du Syndicat
 - Modification des montants des contributions Autolib' 2018
 - Décision modificative n°2 du budget principal 2018
 - Rendu compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence
3. Points divers

La Présidente a ouvert la séance à 15 heures 10 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Jean-Michel Arberet est désigné secrétaire de séance.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 21 septembre 2018

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 21 septembre 2018.

Mme Deschiens demande (p. 16) que « SIGEIF » soit remplacé par « SIPPEREC » ; M. Arberet (p. 9), demande de modifier « négociation collective » par « réflexion collective ».

Après avoir pris en compte ces deux observations et en l'absence d'autres demandes, *le procès-verbal du Comité Syndical du 21 septembre 2018 est adopté à l'unanimité.*

2 – Délibérations

2.1 Convention définissant les conditions financières relatives au reversement par la ville de Paris au SMAVM des abonnements Velib' souscrits en 2017 et se poursuivant en 2018 (délibération 2018 28)

La Présidente précise que cette délibération vient d'être évoquée et soumise aux membres du Comité siégeant en substitution du Conseil d'exploitation et a reçu un avis favorable unanime. Elle donne ensuite la parole aux membres.

Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) souhaite connaître le montant global des abonnements.

M. Florent Texier (Directeur des finances) explique que le Syndicat connaît uniquement le montant potentiel qu'il pourrait réclamer à la Ville de Paris, car à l'heure actuelle, tous les abonnés n'ont pas migré. La somme demandée concerne uniquement les abonnés ayant migré. Le montant maximum se situe aux alentours de 4 millions d'euros.

La Présidente ajoute qu'au 31 décembre 2017, le service Velib' 1 comptait environ 286 000 abonnés. Un certain nombre a migré sur le nouveau service Velib' et le Syndicat ne peut adresser une demande de remboursement à la Ville de Paris que pour ces derniers. De plus, il convient de multiplier ce nombre d'abonnés par le nombre de mois d'abonnement restant en 2018 au service Velib' original. Le Syndicat demandera le maximum possible.

En l'absence d'autres questions, la Présidente soumet cette délibération au vote.

Vu le projet de convention soumis au Conseil de Paris en date des 13, 14, 15 et 16 novembre 2018 définissant les conditions financières relatives au remboursement des abonnements Velib' souscrits en 2017 et se poursuivant en 2018 ;

Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 7 novembre 2018 ;

Considérant que le marché d'exploitation du service Velib' conclu entre la Ville de Paris et la société SOMUPI a pris fin le 31 décembre 2017 et qu'à cette date, près de 286 000 utilisateurs de Velib' étaient détenteurs d'un abonnement se poursuivant en 2018 ;

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2018, l'exploitation du nouveau service Velib' à l'échelle métropolitaine est réalisée par la société SMOVENGO, pour le compte du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole (SMAVM) et que le nouveau dispositif Velib' proposé par la société SMOVENGO permet de prendre en charge les abonnements souscrits par les usagers en 2017 et courant sur 2018, au titre du précédent contrat, sous réserve de l'adhésion préalable des usagers aux nouvelles Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation du service public Velib' ;

Considérant que ces abonnés ayant payé leur abonnement à la Ville de Paris dans le cadre du précédent marché, la Ville et le Syndicat se sont accordés sur le principe du reversement des sommes effectivement perçues par la Ville pour la durée des abonnements restant à courir à compter du 1^{er} janvier 2018 (*prorata temporis*).

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE à l'unanimité le projet de convention annexé définissant les conditions financières relatives au reversement au Syndicat des abonnements Velib' souscrits en 2017 et se poursuivant en 2018.

Article 2 : AUTORISE la Présidente du Syndicat à signer et à mettre au point cette convention ainsi que les modifications ultérieures dont elle ferait l'objet.

Article 3 : DIT que les recettes correspondant au remboursement du coût du service Velib' visé à l'article 1 seront imputées au budget annexe de la régie Vélib' au titre des exercices 2018 et suivants.

2.2 Retrait de la commune de Viroflay (délibération 2018 29)

La Présidente indique que la commune de Viroflay avait adhéré au Syndicat en 2016 et compte tenu du fait qu'elle ne dispose d'aucune station sur son territoire (ni Autolib', ni Velib'), le Conseil municipal de la ville a décidé son retrait du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole.

Il convient désormais de confirmer le retrait par une approbation du Comité syndical.

M. Malik Salemkour (Directeur juridique et de la commande publique) rappelle que des discussions existaient depuis 2016 avec Viroflay, de la Communauté d'agglomération Versailles-Grand Parc et la société Autolib'. La société Autolib' a décliné la proposition d'installer des stations Autolib' sur le territoire de Grand Parc ce qui a conduit les communes de Buc, Bois d'Arcy et Fontenay le Fleury à se retirer du Syndicat. La décision de Viroflay s'inscrit dans cette histoire et est indépendante de l'actualité de cette année concernant la résiliation du service Autolib'.

Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison) dit qu'elle a bien noté qu'en ce qui concerne la ville de Viroflay, il n'y avait pas de station. Elle demande si, dans les statuts, il est prévu à l'avenir pour des communes qui décideraient de se retirer du Syndicat, et qui auraient des stations Autolib', des modalités financières que le Comité syndical serait en droit d'inscrire dans le cadre de ces désistements.

La Présidente répond que le Syndicat se pose 2 types de questions :
En premier lieu, considérant une collectivité adhérente au Syndicat sans stations (Autolib' ou Velib') et ne participant pas aux frais de fonctionnement du Syndicat. Cette collectivité participe aux délibérations et bénéficie des études et de tout le travail que le Syndicat réalise. Actuellement, l'adhésion et la contribution aux frais de fonctionnement du Syndicat sont proportionnelles au nombre de stations Velib' ou Autolib'.

La Présidente propose aux membres que, dans le débat d'orientation budgétaire 2019, il soit prévu pour le budget 2019, un montant d'adhésion forfaitaire qui soit indépendant du nombre de stations. Elle précise que des collectivités non adhérentes à l'option Velib' bénéficient du travail du Syndicat. Bien que cela fasse partie de la base de solidarité à l'origine du Syndicat, et à la vue des difficultés financières actuelles et des objectifs futurs pour l'accompagnement des collectivités en tant que centre de ressources, la Présidente s'interroge de la situation des adhérents n'ayant jamais participé financièrement.

En second lieu, le départ de cette commune n'a pas de conséquences financières puisqu'elle n'a pas de station. Mais, si elle avait eu des stations, cela ne changerait en rien le fait qu'elle reste solidaire du Syndicat pour le passé et que ce qu'elle doit rester à payer, qu'elle soit encore adhérente ou pas. Ce point est affirmé très clairement dans les statuts : l'engagement qui a été pris par une collectivité à un temps « t » reste valable, même si elle quitte le Syndicat par la suite. Il n'y a aucune obligation pour une collectivité de rester adhérente, si ce n'est que pour participer aux discussions en Comité syndical, de bénéficier du travail et de l'expertise du Syndicat et de suivre le contentieux avec le délégataire Autolib'. Cela ne change en rien les obligations de la commune envers le Syndicat.

La Présidente indique que l'approbation de cette délibération, n'entraîne aucune conséquence ni pour la ville, ni pour le Syndicat et son fonctionnement, ni sur le contentieux. Elle estime, en revanche, que ce sont des sujets que les membres du Comité devront évoquer pour l'avenir.

M. Jean-Pierre Barnaud (Métropole du Grand Paris) fait observer à la Présidente que, si la logique financière de son raisonnement est imparable, il ne croit pas qu'il faille aller trop loin quand même si l'on veut sensibiliser les collectivités qui ont un intérêt et qui ne sont pas encore dans une démarche extrêmement avancée, en leur demandant tout de suite un montant qui serait dissuasif. Il convient que cette somme demeure pondérée.

La Présidente est tout à fait d'accord. L'idée est plutôt d'inciter les collectivités à adhérer au Syndicat, étendre le maillage de Velib' de manière pertinente, plutôt que de les en dissuader.

Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé) demande dans le cas où une intercommunalité est adhérente au Syndicat et qu'une ville faisant partie de son territoire aussi, cela signifie-t-il que l'on paie 2 fois ?

La Présidente indique que cela fait partie des sujets à traiter. La Région Ile-de-France étant adhérente, est-ce qu'il faut considérer les collectivités non adhérentes sur son territoire comme participantes au Syndicat ? La même réflexion peut être faite pour les départements adhérents.

M. Arnaud Gibert (Bezons) rappelle que, pour les villes qui n'ont pas adhéré à l'option Velib' et qui bénéficient de l'expertise sur ce sujet, il avait été acté un principe qui était l'étanchéité des comptes et la non-perméabilité d'un sujet à l'autre du point de vue financier. Il espère que cela n'est pas remis en cause.

La Présidente répond que ce n'est pas le cas. Elle expliquait simplement que lorsque le Syndicat fait des études ou des présentations sur les services, toutes les collectivités adhérentes peuvent bénéficier de ce travail. Quand la Présidente écrit aux maires, elle écrit à tous et l'ensemble des informations sont partagées.

Pour une commune n'ayant pas Velib' mais un service en free-floating de vélos en libre-service, les chiffres Velib' peuvent lui être utile par exemple. Ce seront des discussions que les membres du Comité syndical devraient avoir, pense-t-elle, afin de construire le budget 2019.

En l'absence d'autres interventions, la Présidente met au vote la délibération 2018 29.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité le retrait de la commune de Viroflay du Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole.

2.3 Modification des statuts du Syndicat (délibération 2018 30)

La Présidente introduit son propos en disant que, comme elle s'y était engagée, elle souhaite modifier progressivement les statuts. De nombreux points mériteraient une modification. Elle avait souhaité en inscrire plusieurs à l'ordre du jour du Comité syndical du 21 septembre par besoin pour la gouvernance afin que le Syndicat puisse continuer à travailler et pour la mise à disposition des bornes aux communes qui le souhaitent. Elle informe qu'à ce jour trois Maires, hors Paris, lui ont demandé le transfert des bornes et que la totalité des bornes et espaces Autolib' ont été transférés à la Ville de Paris. Dorénavant, les maires peuvent lui faire la demande afin de récupérer les bornes et les espaces Autolib'. Cela a commencé et la remise s'effectue au fil de l'eau en fonction des besoins exprimés par les maires. Le besoin d'évolution des statuts au précédent Comité s'est confirmé.

Les participants au comité du 21 septembre avaient évoqué plusieurs modifications de statuts possibles : par exemple, le fait que le Syndicat puisse demeurer un syndicat d'études accompagnant les collectivités. Certains membres se sont exprimés lors du dernier et certains des maires lui ont écrit depuis afin d'exprimer leur souhait que le Syndicat puisse continuer à accompagner les villes dans leur réflexion, notamment sur le devenir des bornes de recharge électrique. C'est pour cette raison que, dans la modification des statuts que le Syndicat propose aujourd'hui, la première concerne la capacité du Syndicat dans l'article 2-1 par la définition du socle commun. Celui-ci indiquerait que le syndicat accompagne les collectivités adhérentes sur les usages et les modalités de gestion possibles des bornes de recharge et les biens de retour de la délégation de Service Public Autolib'. C'est une modification des statuts qui permettra au Syndicat de continuer à travailler avec les membres du Comité, sans la compétence de gestion des infrastructures de recharge de véhicules électriques et après que les bornes aient été mises à disposition avant d'être réintégrées complètement dans le patrimoine des villes.

Ensuite, la seconde modification concerne l'article 14 afin de préciser que la contribution obligatoire des collectivités est calculée selon le nombre de stations Autolib' arrêté au 25 juin 2018.

La Présidente indique que ces deux modifications proposées sont décrites en annexe de la délibération, et elles le sont *a minima* en fonction du consensus qui a semblé se dessiner lors du dernier Comité syndical, des échanges par écrit avec les maires et des échanges en Bureau syndical.

Certains membres du Comité syndical ont dit regretter de ne pas voir inscrit le *prorata temporis*. Sur ce sujet, la Présidente affirme de nouveau qu'en tant que représentante de la Ville de Paris avec M. Christophe Najdovski, la ville de Paris est favorable à l'introduction du *prorata temporis* sur le calcul des contributions en fonction des stations Autolib'. Cependant, elle souhaiterait que cette introduction fasse l'objet d'un consensus le plus large possible en Comité syndical. Elle ajoute que lorsqu'elle l'a inscrite dans les

modifications de statut du dernier Comité syndical, des réactions assez fortes se sont fait jour.

Cela s'est traduit par des courriers écrits de maires qui lui ont dit ne pas être favorables à ces modifications. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, elle n'est pas proposée dans la modification des statuts. La Présidente souhaite que le débat s'ouvre sur ce sujet et renouvelle aux élus sa proposition de lui communiquer quelles sont les modifications de statuts qu'ils souhaiteraient effectuer, et quelle orientation doit emprunter le Syndicat. Elle pense que ce sont des discussions qui doivent prendre du temps et elles n'ont pas nécessité à être tranchées tout de suite car les factures présentées par la société Autolib' sont encore en cours de discussion et d'expertise. Ce sujet est ouvert, et elle espère qu'émergera un consensus large ou à défaut, un compromis.

La Présidente donne la parole aux membres.

M. Matthieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) souhaite que le *prorata temporis* soit inscrit dans l'article 8.2. La ville d'Aulnay-sous-Bois espère qu'un consensus sera trouvé pour cet élément, ou en tout cas qu'il sera voté favorablement par les représentants de la ville de Paris.

M. Gauthier Mougin (GPSO) explique que ses collègues et lui ont un problème avec les modifications proposées. En réalité, sous une apparence d'égalité, chaque commune paie en fonction du nombre de stations qui sont ouvertes sur son territoire. Au-delà de la question du *prorata temporis* à laquelle il est possible d'adhérer facilement, la ville de Paris et les autres territoires n'ont pas les mêmes facultés contributives. Un déséquilibre existe. Il apparaît qu'en votant cette disposition telle qu'elle est formulée aujourd'hui, la possibilité se ferme d'une prise en charge supérieure par la ville de Paris des frais de fonctionnement du Syndicat comme le souhaiterait GPSO. Pour cette raison, soit on prévoit la possibilité pour la ville de Paris de participer de façon plus importante qu'au prorata de ses stations, soit-on ne modifie pas les statuts car les capacités contributives de chacun ne sont pas les mêmes.

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) indique que, concernant la première modification des statuts, la commune d'Arcueil est tout à fait favorable à l'idée que le Syndicat puisse travailler sur les modalités de gestion possibles des bornes de recharges. Sur le second point, il pense que le *prorata temporis* est une bonne idée.

M. Arnaud Gibert (Bezons) précise que ce prorata temporis ne s'applique pas sur la redevance que les collectivités paient au Syndicat ; il fait partie de l'article 8 qui évoque la conséquence de la fin du service comme le remboursement de la dette des collectivités qui ont eu le service pendant 10 ans alors que d'autres ne l'ont eu que ces deux dernières années. Il est logique que les communes ne contribuent à la dette que sur le temps où le service fut proposé. Il soutient cette proposition et suggère, puisqu'il est possible d'amender la modification des statuts en séance, que l'article qui avait été rédigé dans la proposition des statuts du 21 septembre puisse être réintroduit dans le vote d'aujourd'hui.

Mme Perrine Precetti (Antony) souhaite discuter de trois points sur les modifications statutaires. Elle pense aussi que le *prorata temporis* est une bonne mesure qui permet aux collectivités de participer à la dette en fonction du temps de service effectif du service Autolib'. Concernant le deuxième point proposé, celui d'une mission d'expertise technique du Syndicat, elle ne perçoit pas en quoi cela demande un changement statutaire puisque ce n'est pas une compétence juridique. Une mission de ce type devrait

être à la carte pour préserver la libre administration des collectivités. De ce point de vue, elle n'est pas favorable à cette modification.

Elle s'interroge également sur la raison pour laquelle cette convention de mise à disposition des stations est indispensable. Elle estime que cela aurait pu se régler par un simple procès-verbal contradictoire. Elle ajoute que des articles de la convention que les membres du Comité syndical avaient signés avec Autolib' et également des articles du Code civil montrent que les bornes pouvaient simplement revenir aux communes, sans convention de mise à disposition. Elle demande, si les membres doivent adhérer à la convention en l'état ou si des amendements sont possibles afin d'éclaircir certains articles. Elle souhaite que la Présidente confirme que la signature de la convention n'engage ni sur la valeur nette comptable à payer le cas échéant, ni sur la prise en charge des frais relatifs à la résiliation litigieuse de la DSP. Elle demande aussi si le Syndicat s'oppose à ce qu'une commune mette à l'abri des bornes sans signer la convention, et, en cas de réponse positive, sur quels éléments ce refus est-il fondé.

La Présidente répond qu'elle prend note des questions afin d'y apporter ultérieurement une réponse. Elle incite les membres à formuler leurs questions ou interrogations par écrit, ce qui, par ailleurs, leur procurera un avis juridique écrit. Elle indique ensuite que dans le dernier Comité syndical, elle a bien compris que certains élus, et notamment les maires, ont eu des conseils juridiques qui leur ont fait penser que voter la modification des statuts entraînait un accord sur le paiement des indemnités et de la VNC (Valeur Nette Comptable). Or, pour l'analyse juridique que le Syndicat fait aujourd'hui, deux éléments sont à distinguer. Le Syndicat ne peut pas transférer les bornes aux collectivités telles quelles sans la convention, parce que justement, il n'a pas la valeur nette comptable de ces bornes et il n'y a pas d'accord sur celle-ci. Comme le Syndicat va contester la VNC jusqu'au dernier centime d'Euro, cela va prendre du temps. Le Syndicat ne peut pas rentrer dans son actif les bornes pour qu'ensuite les communes puissent les intégrer dans leur actif. La convention permet de dissocier l'usage de la propriété comptable ; elle donne la possibilité aux collectivités d'utiliser les bornes, voire de les détruire (avec l'accord du Syndicat et sans que cela modifie la dette ou la VNC). Concernant le prorata temporis, s'il fait consensus, le Syndicat réfléchira à la manière de l'appliquer, de le formuler et sur quel article des statuts, etc., afin qu'il n'y ait pas d'ambiguïté. Le débat sur l'identité des payeurs et sur les sommes à payer concernant les indemnités ou la VNC aura lieu.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) indique que tout ce qui arrive aujourd'hui correspond bien à ce qu'il a évoqué le 21 juin, c'est à dire qu'une décision doit être la conséquence d'un état des lieux et de nos décisions. Ce qui n'a pas été fait le 21 juin. Au fur et à mesure des Comités, les membres vont découvrir un certain nombre de points. Il sera vu que si les choses avaient été bien anticipées, cela aurait pu être plus simple. Ensuite, il indique que la Présidente a dit que la modification des statuts pouvait donner un quitus à un accord. Il est d'accord avec la Présidente, ce n'est absolument pas le cas. Il est tout à fait possible de modifier les statuts, sans pour autant qu'un accord de ces modifications soit favorable au maintien de la DSP tel que la Présidente l'a évoqué. Ce n'est pas parce que les statuts seront modifiés qu'ils vont remettre en cause un avis défavorable au maintien de la délégation. Il sera vu ensuite une délibération concernant les finances où il souhaite intervenir. Il croit que toutes ces modifications statutaires sont nécessaires, car le Syndicat a deux activités. Sans Velib', se serait extrêmement simple. Il demande s'il existe une possibilité de pouvoir dissocier ou sortir Autolib' à un moment ou un autre, et de pouvoir régler le problème d'Autolib' indépendamment de Velib'. C'est une question qu'il pose, sans avoir consulté de juristes.

Concernant l'expertise technique du Syndicat dont parlent certaines personnes, il pense que ce n'est pas l'objet en ce moment pour ceux qui n'ont que Autolib'.

Il pense que pour l'instant, par rapport à l'activité d'Autolib', il faut se cantonner à avoir un solde, comme une liquidation d'entreprise, de société ou autre. Ce qu'il verra après au niveau financier. Il est interpellé par la Présidente qui a déclaré que les factures sont examinées alors que dans un précédent courrier, elle indique attendre les factures. Il demande si la Présidente les a en sa possession et, en cas de réponse affirmative, si les collectivités pourraient les avoir en communication et par quelles modalités le cas échéant.

M. Benoît Blot (Le Plessis-Robinson) indique que l'idée de prorata temporis lui semble juste, en fonction du temps où les bornes ont été utilisées. Par contre, en accord avec M. Brillault, il ne voit pas très bien l'intérêt d'une modification des statuts pour pouvoir donner du conseil sur les bornes électriques. Il se méfie des organismes parapubliques qui essayent de survivre alors qu'ils ont échoué complètement. Il ne voit pas du tout l'intérêt : il y a d'autres organismes qui peuvent donner ces conseils. On a signé l'arrêt de mort d'Autolib' au mois de juin et il faut aller maintenant, contre notre avis, jusqu'au bout. Il est opposé aussi à une péréquation et que cela soit toujours les mêmes qui payent et les mêmes qui reçoivent.

Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison) indique que, concernant l'article 2 et la proposition d'accompagner les collectivités sur les études et sur des suivis de proposition du devenir de ces stations, cela l'interpelle car il n'y a pas de durée mentionnée. Elle demande s'il existera une possibilité à un moment donné de retirer cette mission parce que, peut-être qu'à l'échelle des territoires ou avec d'autres partenaires, la nécessité se fera jour de s'organiser entre différentes communes pour reprendre un service. Le SIGEIF ou le SIPPEREC font des études qui sont bien avancées. Les collectivités n'auront peut-être plus besoin du Syndicat, et elle demande si cela ne devrait pas constituer une incitation à ce que le Syndicat fasse des études pour des petites communes qui pourraient profiter aussi d'une autre organisation. Elle n'est donc pas très favorable à cette proposition. Le territoire Paris Ouest la Défense (POLD) a sollicité les élus pour qu'il y ait une réflexion commune à l'échelle de plusieurs territoires. Des solutions seront étudiées prochainement. Concernant le prorata temporis, elle trouve qu'il est difficile de se prononcer, parce qu'ils n'ont pas connaissance dans le calendrier qui a été le déploiement d'Autolib' du moment où tel type de déficit a commencé à s'engager, et par rapport à quels critères. Dans les études de diagnostics que le Syndicat a communiquées, il est cité notamment le fait que certaines stations qui ont été fermées pour des délais importants (pour travaux, pour un programme immobilier, etc.) pouvaient avoir engendré du déficit. Par conséquent, il n'y a pas que le *prorata temporis* qui pourrait être un critère de l'évaluation de ce déficit. Comme les membres n'ont pas connaissance, année par année, de ce qu'a été le déficit des premières stations sur leur territoire, POLD n'est pas en faveur du *prorata temporis*.

M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson) entend la remarque des élus de Rueil Malmaison et du Plessis Robinson sur la pertinence des études pour les communes par le Syndicat. Il pense qu'il y a une dimension affective et politique dans cette proposition de modification des statuts qui est de se dire que quelque chose a été réalisé en commun et qu'il ne faut pas que les collectivités se retrouvent seules face aux différents prestataires et propositions existantes. Il pense que c'est important de garder, pendant un certain temps, une dynamique. Il n'a pas d'inquiétudes sur le fait que cette mission d'étude sera moins utile dans le futur et qu'elle s'arrêtera d'elle-même lorsque le besoin n'existera plus, sans trop de questions statutaires. Si cette mission d'étude

n'apporte rien finalement, cela n'est pas trop grave du moment que ce n'est pas l'occasion de créer un Bureau d'étude supplémentaire.

Il indique que, concernant le prorata temporis, il est d'accord. Il sera nécessaire de préciser de façon rigoureuse l'assiette et les modes de calcul afin d'appréhender quels sont les vrais avantages et les vrais inconvénients pour les collectivités. Il ajoute que les services techniques de sa collectivité et les élus continuent de s'interroger sur la raison pour laquelle ils doivent payer de nouveau pour des stations qui leur ont semblé déjà être facturées fort cher pour la prestation réalisée.

M. Christophe Bernier (Gennevilliers) indique que l'avis de sa commune, concernant la modification des statuts sur la mission d'accompagnement, est de rester dans le cadre de la supervision du Syndicat. Pour que les bornes, qui constituent un réseau assez unique, puissent de nouveau être fonctionnelles et utiles aux usagers, il pense que la solution la plus rapide en termes d'efficacité et de connaissance du réseau est de s'appuyer sur le Syndicat et son personnel, ainsi que sur l'instance des élus ayant travaillés ensemble. Même concernant la recharge simple, c'est la supervision qui est l'enjeu. Il pense que les protagonistes seront les mêmes à travailler sur ce sujet ici que dans une autre instance. Que le syndicat Autolib' et Velib' Métropole puisse travailler sur cet aspect lui paraît logique et efficace. Pour ce qui relève du prorata temporis, sa commune y est favorable. Il ferait à peu près les mêmes remarques que celles de Mme Bouteille concernant des stations Autolib' sur son territoire qui ont été arrêtées par les équipes de la société Autolib'. Celles-ci n'ont pas été remises en service, malgré plusieurs demandes du Syndicat et de sa ville, pendant des temps très longs, parfois pendant presque trois ans. Effectivement, au-delà du prorata temporis, il souhaiterait que puisse être étudiée cette possibilité de prise en compte de ces fermetures non souhaitées par les communes.

M. Christophe Najdovski (Paris) indique que, sur la question du prorata temporis, la Ville de Paris y est favorable. Son adoption aurait pour conséquence que la ville de Paris apporte une contribution plus grande, mais elle y est prête. Il comprend que sans consensus sur cette proposition lors du précédent Comité, le prorata temporis n'est pas proposé dans cette modification des statuts. Il semble que malgré tout le consensus s'élargisse sur cette question. Donc, de ce point de vue, il pense que les membres peuvent acter le fait que, lors de la prochaine séance, ils pourront être amenés à adopter cette modification statutaire. Il s'agit d'une mesure qui semble à la fois équitable et juste et la ville de Paris la soutiendra.

M. Patrice Pattée (Sceaux) souhaite revenir sur ce Syndicat qui fonctionne depuis dix ans. Il considère qu'il a travaillé sur un sujet qui était le déploiement d'un service d'autopartage sur le territoire métropolitain et non pas la recharge des véhicules électriques sur la voie publique. Il considère que, même s'ils ont dû faire le constat en juin qu'ils s'orientaient vers des difficultés indépensables dans le cadre de la DSP avec ce prestataire, ce n'est pas pour autant que ce service d'autopartage n'était pas un service pertinent à l'échelle de la métropole. Il suffit de se référer aux réactions émanant du public, le lendemain de cette décision du 21 juin 2018. Il pense qu'au-delà même du problème spécifique, presque technique, de l'usage et du devenir de ces bornes, il serait dommage que ce Syndicat ne continue pas à capitaliser sur ces dix années d'expérience dans le domaine de l'autopartage à l'échelle de la métropole, car le sujet reste réel et prégnant. A ce titre, il pense que le Syndicat possède une vraie spécificité qui est la mobilité, l'autopartage sur son territoire.

M. Eric Schindler (Neuilly-Sur-Seine) signale que sa commune est favorable au prorata temporis. Concernant les bornes de recharge, beaucoup de prestataires proposent des services très intéressants. Il n'est pas sûr que le Syndicat soit nécessaire en complément.

La Présidente indique que le SIPPEREC et le SIGEIF ont été reçus au Syndicat. Elle précise que les propositions faites ne sont pas les mêmes selon le Syndicat duquel dépend la commune. Le Syndicat Autolib' et Velib' Métropole a déjà commencé à faire des études avec le SIPPEREC et SODETREL. Elle estime que le Syndicat Autolib' et Velib' Métropole a un savoir-faire et des données. Les données concernant l'usage du service Autolib', sur l'autopartage et la recharge, vont être mises en *open data* dans la tradition du service public, de manière à ce que chacun puisse en bénéficier. Le Syndicat en tire une certaine légitimité à accompagner les collectivités pour quelque temps encore notamment pour qu'elles ne soient pas trop démunies par rapport aux propositions qui leur arrivent. Cela ne lui semble pas illogique au vu du passé commun. Par la suite, le Syndicat ne peut assurer une gestion à la place des communes.

Les modifications des statuts demeurent assez limitées aujourd'hui, et la Présidente trouve que la manière dont la modification est formulée précise bien l'objectif de l'accompagnement qui, par nature, est limité dans le temps. Elle peut s'engager vis-à-vis des communes à revenir régulièrement vers elles, et éventuellement à supprimer cette modification lorsque les membres auront tous trouvé une solution alternative. Elle exprime son accord avec ses interlocuteurs sur le fait de s'interroger sur l'échelle pertinente pour gérer ces systèmes de recharge. Elle souhaite rassurer les collectivités que ces missions ont vocation à s'éteindre rapidement.

Concernant le *prorata temporis*, la Présidente propose aux collectivités qu'une réunion soit organisée au Syndicat avec les modélisations pour chaque collectivité sachant que les montants à diviser ne sont pas encore connus, puisqu'ils sont encore en discussion. Les membres du Syndicat pourraient au moins commencer à voir l'impact avec le nombre de stations par commune ; si des désaccords se font jour sur le nombre de stations par commune, il convient de le formuler auprès du Syndicat maintenant. En second lieu, se pose la question du point de départ du *prorata temporis*, et s'il doit être suspendu lorsque les stations sont fermées : dans les modélisations qui avaient été réalisées, le Syndicat n'avait pas tenu compte des stations qui ont été fermées. Au prochain Comité syndical ou au suivant, pourrait être proposée une modification des statuts qui inclue *ce prorata temporis*. Elle prend note des propositions divergentes sur ce sujet.

Au sujet des factures reçues, comme tous les documents, tous les échanges de courrier qu'elle entretient avec le prestataire sont à disposition des collectivités membres et consultables dans les locaux du Syndicat, sous réserve de l'information du maire et de l'engagement à la confidentialité. Aujourd'hui, elle a reçu les demandes chiffrées du groupe Bolloré qu'elle a communiquées aux membres du Comité. Elle a répondu au prestataire en pointant le manque de justificatifs par rapport à la somme demandée. Celui-ci a répondu au Syndicat de façon très partielle, en commençant par donner très peu d'éléments pour l'instant. Elle ne souhaite pas avancer plus sur ce sujet en séance publique. Trois types de justificatifs existent : ceux pour calculer la valeur nette comptable, ceux pour calculer le coût de la résiliation, et ceux pour calculer celui du déficit. C'est un volume de documents important que met à disposition partiellement la société Autolib', de manière assez compliquée. Le Syndicat se met en situation d'analyser ces documents, et en a demandé une série précise lui permettant d'estimer le montant des factures présentées afin de pouvoir les contester point par point. Il ne peut pas s'autoriser, ce qui serait reproché, de retarder l'examen et la validation de ces sommes. Un équilibre juridique un peu subtil est donc à trouver.

Elle donne la parole à M. Malik Salemkour.

M. Malik Salemkour (Directeur juridique et de la commande publique) indique que, si tout le monde semblerait d'accord sur le *prorata temporis*, des divergences pourraient apparaître sur ses modalités pratiques. Aujourd'hui, les statuts s'appliquent et le calcul des sommes est au nombre de station, sans *prorata temporis*. Si les collectivités membres du Comité syndical ne sont pas d'accord sur le montant à payer, ce seraient le préfet et le tribunal administratif qui trancheraient. Le *prorata temporis* n'a pas le même effet sur la valeur nette comptable d'un côté, et sur l'indemnité de résiliation de l'autre. Concernant la VNC, les derniers arrivés paient davantage que les premiers, puisque la station a été ouverte plus tardivement et l'amortissement est donc moindre. Sur les indemnités, c'est l'inverse qui se produit : plus les collectivités ont eu tôt des stations, plus elles contribueraient. Une ébauche d'explication du *prorata temporis* était formulée dans la précédente proposition de réforme statutaire qui constituait une base, mais il est évident que si les membres du Comité syndical veulent ajouter d'autres critères, il convient de revoir l'assiette juridique et créer un consensus à ce sujet. Concernant la convention d'utilisation du domaine, il aurait été plus simple de procéder dans une reprise de compétence simple comme lorsqu'une collectivité se retire d'un Syndicat d'aménagement où les bâtiments reviennent à la commune où ils sont implantés. Afin de pouvoir procéder à ce transfert d'actifs pour les stations Autolib' qui aurait pu se faire dans le cadre d'un procès-verbal, il est nécessaire de connaître la valeur du patrimoine (la VNC), validée par le Syndicat et par le comptable public. Cette somme est discutée aujourd'hui à hauteur de 10 à 16 millions d'euros. Pendant ce temps, il n'est pas possible de transférer les actifs de manière patrimoniale par délibérations convergentes de nos collectivités, il s'agit d'une phase transitoire où l'usage des bornes peut être remis aux collectivités pour l'exploitation voire le démontage. Les membres du Comité ne doivent pas hésiter à saisir le Syndicat par écrit sur des questions précises, concernant chaque territoire. Il prend l'exemple de GPSO qui va se voir remettre les stations par le Syndicat, devra les payer mais n'est pas forcément compétent pour les exploiter car la compétence appartient aux communes.

M. Samuel Besnard (Cachan) rappelle que les collectivités sont tributaires d'une construction commune : tous les membres sont venus pour mettre un système d'autopartage commun. Aujourd'hui, alors que l'équilibre économique n'est pas au rendez-vous, les collectivités ne peuvent pas se désolidariser de cette construction commune entamée il y a dix ans. Un grand nombre de personnes viennent déplorer le fait que le service Autolib' n'existe plus dans sa ville, donc cela signifie qu'existe bien une nécessité de répondre à cette attente des populations concernant la mobilité urbaine. Il pense qu'il faut se détacher de cette DSP de manière intelligente et constructive. Il redoute que chaque collectivité s'écarte de cette construction commune après avoir récupéré ses bornes. Il convient – et il salue le travail de la Présidente en ce sens – de faire en sorte de rester dans un consensus pour la suite et pour permettre au moins de récupérer la possibilité d'avoir un système de recharges électriques sur plusieurs villes. Il ne voit pas vraiment comment il aurait pu procéder pour obtenir des recharges électriques s'il n'avait pas eu le système Autolib'. Beaucoup d'opérateurs privés ont de l'appétit sur ce qui a été construit. Il pense qu'il est nécessaire aussi de se poser la question de savoir pourquoi tant de gens s'intéressent à ces stations implantées au sein de leurs villes. C'est un patrimoine qui est récupéré, à propos duquel il faudra être extrêmement vigilant sur le mode de gestion dans les temps à venir. Il insiste sur le fait qu'il est nécessaire d'avoir un accompagnement du Syndicat avec une certaine neutralité par rapport à l'ensemble des acteurs qui viennent solliciter les collectivités.

Certains membres réunis autour de cette table ont réclamé pendant longtemps d'y être présents, ce n'est pas pour s'en détourner maintenant.

Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) regrette la position de la ville de Paris qui fait cavalier seul, sans participer à une vision d'ensemble. Elle aurait souhaité avoir plus de précisions concernant l'emprunt effectué par le Syndicat, connaître le montant qui reste à payer, sans oublier les indemnités de remboursement anticipé.

M. Benoit Blot (Le Plessis Robinson) fait observer qu'il est question de consensus mais qu'il constate qu'au dernier Comité, bien que la majorité des villes se soient prononcées contre les délibérations présentées, par le système des droits de vote, les éléments ont été adoptés. Il n'est pas possible de demander aux membres du Comité syndical de conserver une certaine solidarité, d'être dans le consensus, et, lorsque la majorité des délibérants s'oppose à une décision, de la valider tout de même. Il déplore que les mots soient ainsi totalement vidés de leur sens.

M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance) indique être favorable aux *prorata temporis* bien qu'il soit nécessaire d'en discuter. Concernant la VNC des bornes, Neuilly-Plaisance a adhéré en 2015 motivé par les projections de la DSP et des chiffres positifs. La DSP s'arrêtant avant, la ville serait amenée à payer fortement la récupération de ses bornes.

La Présidente propose, sur le *prorata temporis*, qu'une réunion soit organisée par le Syndicat lors de laquelle celui-ci pourra expliquer aux collectivités son fonctionnement en fonction de l'assiette et quelles sont ses conséquences. Après cette présentation, pourront être émises des propositions de modifications des statuts.

Pour les modifications des statuts proposées au vote aujourd'hui, ces modifications sont annexées à la délibération. La Présidente ne peut pas procéder à un vote dissocié sur ces changements : modification de l'article 2-1 et modification de l'article 14 ; le vote sera donc unique sur ces deux modifications des statuts.

En l'absence d'autres interventions, la Présidente met au vote la délibération (2018 30)

Pour (1971,5 voix): Alfortville , Arcueil, Asnières-sur-Seine, Bagneux, Bobigny, Bourg-la-Reine, Cachan, Champigny-sur-Marne, Chatenay-Malabry, Colombes, Courbevoie, Créteil, Drancy, Enghien-les-Bains, Fontenay-aux-Roses, Gennevilliers, Ivry-Sur-Seine, La Garenne-Colombes, Le Bourget, Le Pré Saint-Gervais, Levallois-Perret, Malakoff, Montreuil, Montrouge, Neuilly-Plaisance, Pantin, Paris (Mme Catherine Baratti-Elbaz), Paris (M. Christophe Najdovski), Puteaux, Romainville, Rosny-sous-Bois, Rueil-Malmaison, Rungis, Saint-Mandé, Sceaux, Verrières-le-Buisson, Vincennes, Vitry-sur-Seine, Grand Paris Grand Est (Montfermeil), Grand Paris Seine Ouest (Chaville, Meudon), La Métropole du Grand Paris (M. Jean-Pierre Barnaud), La Métropole du Grand Paris (M. Daniel Guiraud) ;

Contre (121 voix) : Antony, Aulnay-sous-Bois, Bezons, Chatillon, Clamart, Le Chesnay, Joinville-le-Pont, Le Plessis-Robinson, Maisons-Alfort, Saint-Maurice, Versailles, Villejuif, Grand Paris Seine Ouest (Boulogne-Billancourt (M. Mougin), Issy-les-Moulineaux, Vanves, Ville d'Avray), Conseil Départemental des Hauts-de-Seine ;

NPPV (0 voix) : -

Abstentions (122 voix) : Clichy, Les Lilas, Livry-Gargan, Neuilly sur Seine, Noisy-le-Sec, Villeneuve la Garenne, Région Ile-De-France.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE les statuts du Syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole tels qu'annexés à la présente délibération ;

Article 2 : CHARGE Madame la Présidente de l'exécution de la présente délibération.

2.4 Modification des montants des contributions Autolib' 2018 (délibération 2018 31)

2.5 Décision modificative n°2 du budget principal 2018 (délibération 2018 32)

La Présidente présente les deux délibérations, celles-ci étant liées. La délibération 2018 31 concerne la modification des montants des contributions Autolib'. Ensuite, le Comité Syndical devra se prononcer sur la délibération 2018 32, décision modificative concernant le budget principal. Au vu de la résiliation de la DSP qui a eu lieu le 21 juin 2018 et des discussions financières avec Smovengo, ces deux événements majeurs ont des conséquences financières très importantes sur l'année 2018 et amèneront également à construire le budget 2019 de manière différente. La Présidente a présenté beaucoup de ces éléments dans le courrier qu'elle a adressé aux maires, car il lui semblait important que des précisions, des justifications soient données. Elle indique qu'il est rare, dans une collectivité, que le budget soit modifié à ce point en fin d'année, mais les membres du Comité syndical accorderont peut-être qu'il est exceptionnel que des événements de cette ampleur surviennent sur les deux services publics gérés par le Syndicat. Elle donne ensuite la parole à M. Florent Texier.

M. Florent Texier (Directeur des finances) complète ce propos en disant que la première délibération correspond à la modification des montants des contributions pour l'année 2018. L'exécution du budget principal 2018 se déroule dans un contexte particulier puisque c'est une année de résiliation, ce qui implique de modifier un certain nombre de lignes en dépenses et en recettes. Les principales modifications sont : 1,6 million d'euros à inscrire pour le reversement aux collectivités des redevances d'occupation du domaine public 2018 qui, normalement, sont dues en 2019. Du fait de la résiliation, elles doivent être versées l'année de la résiliation. Il y a aussi la prise en charge partielle du solde d'exploitation de la fin progressive du service, qui s'est écoulée entre le 26 juin et le 31 juillet, ce qui était défini dans le protocole 1 et qui sera d'un montant maximal de 1,9 million d'euros. Les membres doivent donc inscrire en totalité cette dernière somme. Des modifications en recettes sont également à insérer, puisqu'il y a une diminution des redevances 2018 du fait que le Syndicat ne touche qu'une demi-année, du 1^{er} janvier au 25 juin 2018.

Toutes ces modifications créent un déséquilibre dans le budget du Syndicat. Pour combler ce déséquilibre, il doit augmenter la contribution demandée aux communes. Cette contribution passe donc d'un montant initial de 100 euros par station à 3 775,65 euros maximum. Les modalités d'appel de cette contribution se feront en deux temps : un premier acompte de 50% et un deuxième acompte en fonction de l'atterrissage des dépenses et des recettes finales que le Syndicat constatera en fin d'année.

La Présidente donne la parole aux membres.

M. Bernard Roche (GPSO) constate que la fin anticipée de la DSP Autolib' conduit à un déficit structurel du budget qui s'ajoutera à la facture. Il demande s'il ne faudrait pas prévoir un plan de redressement avec un retour à l'équilibre progressif plutôt à court terme. Une fois seulement ce plan de redressement présenté, les collectivités pourraient participer financièrement.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) indique partager les propos de M. Roche. Il indique que, le 21 juin, les membres du Comité syndical n'ont pas eu beaucoup de documents pour se positionner. Il souhaiterait savoir à qui appartient la responsabilité de l'ardoise. Aujourd'hui, il demande un état comptable, ainsi qu'un état des ressources humaines. Le 21 juin, la DSP a été dénoncé. Le personnel du Syndicat a été jusqu'à l'arrivée de Vélib', le personnel d'Autolib'. Ensuite, il y a eu un partage. Même si la comptabilité analytique a été mise en place par le Syndicat, il serait bien de voir où cela en est. Que fait le personnel qui s'occupe d'Autolib' depuis le 21 Juin ? Il répète son besoin d'un état des ressources humaines. De la même façon, pour les locaux, il faudrait avoir un état financier pour qu'ils puissent se prononcer. Concernant les emprunts : quelques années auparavant, le Syndicat prenait en charge les travaux pour les premières communes en empruntant et les communes remboursaient cet emprunt. C'était un portage d'emprunt tout à fait normal. Lors de l'adhésion d'un plus grand nombre de villes, le Syndicat a mis un terme à ce principe d'avance pour le compte des communes. Il demande s'il serait possible également que soit inscrit, dans ces états financiers, l'état réel de l'emprunt du Syndicat qui était porteur pour un certain nombre de collectivités, et le capital restant dû s'il y en a un pour ces communes. Pour voter toutes ces sommes, il aurait souhaité avoir des tableaux financiers. Il pense qu'il est fondamental que le Syndicat présente tous ces états. Sans eux, il indique que les membres sont dans l'incapacité de voter cette délibération, ou s'ils la votent, ils délibèrent à l'aveugle.

Mme Perrine Precetti (Antony) affirme qu'elle est pour une très grande partie en accord avec ce qui vient d'être dit. Elle pense qu'il est nécessaire de disposer de pièces justificatives pour pouvoir voter de manière plus utile les éléments présentés.

M. Arnaud Gibert (Bezons) soutient les propos qui ont été tenus juste avant lui. Il relève deux éléments. Premièrement, une augmentation de 3 775%. Il indique qu'il est rare de voter une telle hausse avec aussi peu d'éléments. Puis, dans l'article 14 des statuts qui vient d'être adopté, une contribution obligatoire des collectivités et EPCI adhérents sont fixés chaque année par le Comité syndical lors du vote du budget. Or, il indique que le Comité n'est pas en train de voter un budget.

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil) remarque que la prise de parole des autres membres du Comité est en cohérence avec leur vote précédent. Il fait remarquer qu'en l'état actuel, selon lui, la décision qui est prise ce soir correspond au chiffrage de ce que les collectivités ont décidé dans les derniers Comités syndicaux. L'augmentation significative est là, mais il y a aussi des dépenses exceptionnelles. Et il faut considérer aussi les stations récupérées pouvant être utilisées par les communes. Il convient que ce n'est pas une bonne nouvelle à annoncer aux maires, que cela modifie l'équilibre budgétaire ; mais c'est en cohérence avec les décisions prises. C'est le problème des décisions modificatives prises en cours d'année, elles s'accumulent et créent une ardoise non anticipée.

Cela n'empêche pas que pour le budget à venir, toutes ces questions sur l'emprunt, toutes ces conséquences sont devant le Syndicat alors que les discussions sur les montants avec la société Autolib' continuent. Les décisions prises ce soir correspondent au chiffrage des choix faits durant les derniers Comités syndicaux, même si tout le monde n'était pas d'accord autour de la table.

Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison) revient sur ce qui a été dit lors du dernier Comité le 21 septembre. La Présidente avait indiqué qu'elle devait recevoir des documents communiqués par le groupe Bolloré le 25 septembre. Certains membres s'étaient alors étonnés de ne pas avoir décalé cette réunion, puisqu'il aurait été appréciable d'avoir plus d'informations. La Présidente a indiqué qu'en séance publique, elle ne donnerait pas tous les éléments et qu'ils étaient à notre disposition. Cependant, les membres ne les ont pas. C'est leur demander de prendre position sur des informations chiffrées non connues. Peut-être que cette délibération est structurée et organisée juridiquement, mais il n'y a pas assez d'informations. C'est le seul reproche que les membres pourraient faire à la présidence : il n'y a pas la connaissance des retours comptables, des chiffres qui sont demandés, etc. Le vote de Rueil-Malmaison était contre au précédent Comité, elle s'abstiendra aujourd'hui.

La Présidente souligne qu'il ne s'agit absolument pas de régler la facture de la société Autolib'. Il s'agit d'assurer le bon fonctionnement du Syndicat. Ce sont deux éléments à bien distinguer. Et les conséquences de l'arrêt de la DSP sont ressentis dans le fonctionnement du Syndicat.

Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison) lui répond que sa critique concerne le mode de fonctionnement du Syndicat. Elle pense que celui-ci est certainement en droit de faire valoir des dépenses supplémentaires à prévoir. Toutefois, le manque d'informations préalables constaté lors de plusieurs réunions incite à se dire que ces réunions devraient peut-être être alimentées en amont de davantage d'informations, afin de permettre aux membres de prendre leur décision.

La Présidente précise qu'une réunion s'est tenue avec tous les Directeurs Généraux des Services (DGS) où de nombreuses informations ont été données, mais peut-être que celles-ci n'ont pas été transmises ensuite. Des informations sont tout de même contenues dans la délibération, même si ce n'est pas le stade d'un débat d'orientation budgétaire, ni celui d'un budget ou d'un compte administratif mais bien celui d'une décision modificative du budget.

Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret) indique qu'il y a bien eu des réunions avec les DGS et que les montants ont bien été remontés aux élus. Cependant, des éléments sollicités n'ont pas été communiqués aux DGS.

M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance) suit ses collègues sur le fait de connaître très précisément l'état comptable ; mais au-delà de cela, un budget communal doit être monté pour l'année prochaine. Il demande ce qui doit y être inscrit dans le budget de leur commune.

La Présidente donne la parole à M. Florent Texier.

M. Florent Texier (Directeur des finances) indique que, pour ce qui relève de la question de l'emprunt, le Syndicat avait emprunté 18 millions d'euros. A ce stade, il reste quatre années d'échéances qui sont de 1,8 million d'euros par an jusqu'en 2022. À cela s'ajoutent les intérêts, il reste donc à rembourser aux alentours de 8 millions d'euros. Il n'a pas été décidé encore s'il y aura un remboursement anticipé ou non. Il s'agit d'un emprunt du Syndicat : lors de sa contraction, il n'y a pas eu une liste de communes rattachées à cet emprunt, mais des conventions de financement qui ont été passées entre les collectivités et le Syndicat. L'emprunt n'est pas lié à une liste de communes : il est entre une banque et le Syndicat.

Concernant les autres états, qu'ils soient du personnel ou des éléments d'actif et de passif, ils n'ont pas été modifiés en tant que tels et seront présentés lors de l'établissement du prochain budget primitif et approbation du prochain compte administratif. Il a été évoqué un plan de redressement : on ne peut entendre dans cette situation la mise en place d'un plan de redressement. Il s'agit juste du fonctionnement courant du Syndicat dans une situation qui a été modifiée. Auparavant, le Syndicat s'autofinçait grâce aux redevances d'occupation du domaine public ; maintenant qu'elles ne sont plus versées, il convient d'équilibrer le budget du Syndicat.

La Présidente s'exprime sur le sujet des ressources humaines du Syndicat. Elle rappelle qu'elle l'a déjà évoqué lors du dernier Comité syndical, et qu'elle le réaffirme de nouveau : sur l'année 2018, les équipes du Syndicat ont été mobilisées sur Autolib' comme lors d'une année normale, et même davantage. Tout un travail doit être réalisé essentiellement sur les aspects juridiques et financiers de la DSP, et un peu moins sur les aspects techniques. Le Syndicat va prévoir une évolution à la baisse de sa masse salariale globale, et en particulier du *prorata* Autolib' des agents du Syndicat. Tous ces éléments seront présentés aux membres du Comité pour le budget 2019, avec une évolution significative puisque qu'aujourd'hui, le Syndicat compte 23 équivalents temps plein (ETP) (il en comptait 27 en début d'année 2018) et que l'évolution irait vers une vingtaine d'emplois permanents durant 2019. L'évolution est déjà à la baisse concernant cette masse salariale qui est loin de représenter le principal poste du budget. Le Syndicat réfléchit à la question des loyers des locaux qui vont aussi devoir évoluer. Ce sont des sujets en cours de travail et qui seront présentés lors de la discussion d'orientation budgétaire pour le budget 2019. Aujourd'hui, ce n'est qu'une décision budgétaire modificative, certes tardive. Elle est maximisée parce qu'effectivement, il faut provisionner pour 2018 des potentielles factures qui seraient présentées. Pour l'exercice 2019, la question de provision des factures se pose et la Présidente propose d'en discuter de nouveau lors de son approbation. Des sujets vont apparaître concernant les provisions au sein du Syndicat sur l'année 2019 et quelles seront leurs conséquences sur le budget des communes. Ce sont des sujets en cours de travail et qui seront présentés au moment du débat d'orientation budgétaire.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) pense que, lorsqu'il y a une situation financière déficitaire, des mesures sont à prendre. Il a entendu parler de Syndicat au travail aussi en 2017 sur le déficit de la DSP d'Autolib'. Il pense qu'il est urgent de prendre des décisions. La Présidente dit qu'il y a plus de travail pour le personnel concernant la DSP Autolib' car il y a des choses à conclure mais dans son courrier elle annonce des montants importants au niveau de conseils financiers et juridiques qui ont fait un travail en complément.

Il ne pense pas qu'il soit possible d'attendre 2019 pour avoir un état financier de tout ce que la Présidente est en train de présenter aux membres du Comité. Pour limiter les déficits qui seront à combler par les communes dans les semaines ou mois qui viennent, il demande à ce que soit apporté au prochain Comité, un état financier réel de la situation à partir du 21 juin avec l'ensemble de ses conséquences par rapport au BP (Budget Primitif) qu'ils ont voté. Il ne souhaite pas un CA (Compte Administratif) terminé au 31 décembre, mais une simulation. La Présidente doit présenter les décisions nécessaires pour réaliser des économies.

La Présidente lui répond qu'elle est d'accord pour présenter un point au prochain Comité, et notamment les mesures que le Syndicat a déjà prises pour limiter ce déficit, notamment en termes RH. Elle rappelle que la commune du Chesnay et six autres communes, du fait de leur recours, sont responsables d'une partie des frais juridiques que le Syndicat engage. Les dépenses engagées par le Syndicat pour répondre à ce recours sont portés au budget général : à ce titre, ces communes sont seules responsables d'une partie des frais juridiques engagés.

M. Philippe Brillault (Le Chesnay) demande que le quorum soit vérifié au moment du vote des délibérations et rappelle que les pouvoirs ne peuvent être comptabilisés dans le quorum. Si celui-ci n'est pas obtenu, les délibérations ne peuvent être votées.

Malgré la tenue des débats mais compte tenu du départ de représentants au cours de la séance, dans le doute, l'adoption formelle des trois dernières délibérations : 2018 31 Modification des montants des contributions Autolib' 2018 ; 2018 32 Décision modificative n°2 du budget principal 2018 et 2018 33 Rendu compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence, est reportée au prochain Comité.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16 heures 50.

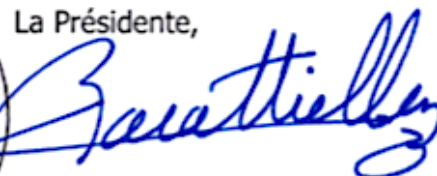
Le Secrétaire de séance



Jean-Michel Arberet



La Présidente,



Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement